

IA : L'Europe veut mobiliser 20 milliards pour booster la R&D

L'Europe tente de rattraper son retard sur le terrain de l'intelligence artificielle. Alors que les États-Unis peuvent compter sur [les investissements de ses GAFAs](#) et que la Chine entend devenir le numéro un mondial de l'IA avec un investissement de plus de 59 milliards de dollars d'ici 2025, la Commission européenne a présenté ce 25 avril [une série de mesures](#) dans ce sens.

L'Union Européenne – fonds publics et privés confondus – entend porter son effort en matière de recherche et d'innovation dans l'IA d'au moins 20 milliards d'euros d'ici à la fin de 2020.

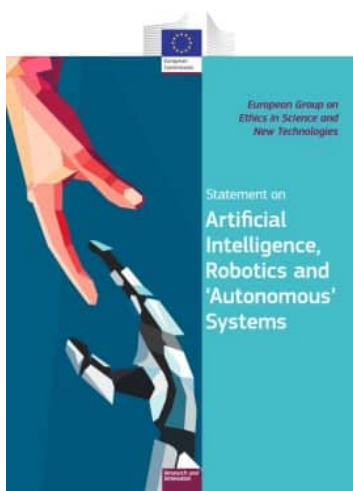
Ce qui passera notamment par des investissements européens à hauteur de 1,5 milliard d'euros pour la période 2018-2020, dans le cadre du programme de recherche et d'innovation [Horizon 2020](#) mais aussi par la mobilisation de 2,5 milliards d'euros supplémentaires dans des partenariats public-privé existants portants sur [le big data](#) ou [la robotique](#).

L'UE prévoit aussi de soutenir le développement de l'IA dans des secteurs clés, des transports à la santé, « *encourageant les essais et l'expérimentation* ».

Le [Fonds européen pour les investissements stratégiques](#) aidera, lui, les entreprises et les startups à investir dans l'IA via une enveloppe de plus de 500 millions d'euros d'ici à 2020.

Si l'Europe peut compter dans le domaine sur des chercheurs, des laboratoires et des startups de haut niveau, « *la forte concurrence internationale exige [d'elle] une action coordonnée* » « *si celle-ci souhaite être en première ligne dans le développement de l'IA.* »

Répondre aux questions éthiques et juridiques



Au-delà du volet financier, la Commission entend créer un environnement propice au développement de l'IA. Elle propose [des mesures](#) favorisant le partage de données entre entreprises ou entre entreprises et le secteur public.

L'intelligence artificielle créera de nouveaux métiers mais en fera disparaître d'autres ou [tout du moins les transformera](#). Pour accompagner cette mutation des compétences, la Commission compte instaurer des programmes de formation spécialisés avec le soutien financier du [Fonds social européen](#).

Enfin, l'IA soulève de nouvelles [questions éthiques et juridiques](#), telles que la partialité des décisions prises par les algorithmes. D'ici à la fin de l'année, la Commission présentera des lignes directrices en matière d'éthique au regard du développement de l'IA. Elles s'appuieront sur les travaux du [Groupe européen d'éthique des sciences et des nouvelles technologies](#). La Commission réunira aussi toutes les parties prenantes dans le cadre de l'[Alliance européenne pour l'IA](#).